

# “La démocratie est en danger face à la puissance de l’argent”

■ Georges Gilkinet (Ecolo) est l’un des visages de la commission Kazakhgate.

■ Attaqué par Patokh Chodiev, il met en garde face à de nouveaux périls qui pèsent sur le métier de parlementaire.

Entretien Frédéric Chardon et Antoine Clevers

**G**eorges Gilkinet, député Ecolo à la Chambre, vient d’être personnellement visé par une action judiciaire du milliardaire Patokh Chodiev en raison de son travail dans le cadre de la commission d’enquête parlementaire sur le “Kazakhgate”. Au-delà du fond du dossier concernant l’extension de la loi sur les transactions pénales téléguidée ou non par l’Elysée il confie sa vision du renouveau du métier de parlementaire. Ce rôle, lié directement au contrôle démocratique, est en danger, prévient-il.

**Le travail de parlementaire est parfois ingrat, car peu visible. Le fait que les avocats de Patokh Chodiev vous citent à comparaître devant la justice, c’est presque une aubaine pour vous, non ? Votre travail est mis dans la lumière médiatique.**

Ce qu’ils font, c’est leur responsabilité. Ce que les avocats de Chodiev me reprochent, c’est de faire mon boulot : chercher de l’info, poser des questions, identifier des responsabilités, trouver des solutions... Et c’est cela qui leur pose problème, parce qu’on est en train de faire émerger une réalité qui dérange, c’est-à-dire une atteinte à la souveraineté de notre Etat. Et ils essaient de nous faire taire.

**La citation mentionne, entre autres, le non-respect de la présomption d’innocence et de la vie privée. Quelle est votre réaction ?**

C’est une mesure dilatoire, une forme de pression sur le travail de la commission. Je trouve que l’on est là dans les mêmes mécanismes de secret que l’on voit dans d’autres dossiers. Quand on parle de nucléaire, c’est très difficile d’obtenir la publication de conventions secrètes. Quand on parle de lutte contre la fraude fiscale internationale, on cache des revenus. Quand on parle du glyphosate, on cache des études scientifiques qui montrent que le Roundup est cancérigène. Ce n’est pas pour rien que les écologistes se

battent pour la transparence. Et les réactions à cela, c’est de l’intimidation. Nous, on veut créer de la transparence pour arrêter ces arrangements entre amis qui bénéficient à quelques-uns qui ont de bonnes relations diplomatiques, beaucoup d’argent, beaucoup de pouvoir au détriment de tous les autres.

**Au-delà du cas Chodiev, avez-vous le sentiment qu’il y a un vent qui se lève dans le milieu de l’entreprise pour attaquer les parlementaires, comme on a pu le voir avec Nethys en Wallonie ?**

Il se passe quelque chose d’inquiétant, effectivement. Quand on voit la manière dont les élections aux Etats-Unis se sont passées, le rôle des “fake news”... Même chose lors des présidentielles françaises. Notre démocratie est menacée par ce type d’attitude. Cela doit inviter les politiques à se remettre en question.

## Devant la justice

**Membre** de la commission d’enquête parlementaire sur le “Kazakhgate”, Georges Gilkinet a reçu mercredi une citation à comparaître devant le tribunal de première instance de Namur. Derrière cette action, on retrouve les avocats de Patokh Chodiev, personnage central dans cette affaire de trafic d’influence présumé. Ils estiment que le député Ecolo a causé des dommages à leur client et lui reprochent, entre autres, d’être l’auteur de fuites de documents confidentiels dans la presse et de ne pas respecter la présomption d’innocence. Ils lui réclament un euro symbolique.

## Ces menaces de procédure judiciaire contre des parlementaires, c’est un phénomène nouveau, non ?

Oui, effectivement. Ça s’inscrit dans une tendance à la judiciarisation de la société. L’ensemble des députés de la Chambre ont marqué leur soutien à mon égard et je les en remercie, parce que c’est la démocratie qui est en danger face à la puissance de l’argent. Aujourd’hui, ceux qui ont beaucoup d’argent, que ce soient des multinationales ou un milliardaire comme Chodiev, se croient tout permis, au-dessus des lois.

## Stéphane Moreau, patron de Nethys, aussi ?

Moreau, c’est le Chodiev du pauvre... Les rémunérations de Moreau et son “permis de tout faire” avec l’accord du PS et du MR sont scandaleux, mais on ne joue quand même pas dans la même catégorie. Disons que c’est le même esprit. Avec le “Kazakhgate”, on est dans la finance mondiale.

## Vous craignez la puissance de cette “finance mondiale” ?

Le fait que ces personnes (Chodiev et son entourage, NdLR) soient citées dans tous les leaks (“Bahamas leaks”, “football leaks”...), le fait qu’ils accumulent tellement de richesses qu’ils sont prêts à payer des sommes faramineuses à des avocats – voire à des non-avocats comme Armand De Decker (MR) – qu’ils entreprennent des actions en justice qui me semblent téméraires à l’égard d’un Parlement, tout cela, pour moi, c’est un signal pour dire qu’il faut se mobiliser en tant que défenseurs de la démocratie.

## Dans le dossier Chodiev, avez-vous subi d’autres pressions ?

Il y a une tension latente dans le dossier. Quand mon collègue Damien Thiéry (MR) parle sur le plateau de RTL de missiles qui vont bientôt m’exploser à la figure, certains interprètent cela comme des menaces plus ou moins explicites. Moi, je me dis que c’est une maladresse de langage. Je lis également que Chodiev aurait mandaté une société américaine de renseignements pour avoir des informations à mon égard. Depuis que je suis parlementaire, c’est le dossier où je ressens la pression la plus forte.

*“Moreau, c’est le Chodiev du pauvre... On ne joue pas dans la même catégorie, mais c’est le même esprit que le ‘Kazakhgate’.”*

## “Didier Reynders a une responsabilité politique dans le ‘Kazakhgate’”

**Quel est votre sentiment sur la présumée implication du vice-Premier ministre Didier Reynders (MR) dans le “Kazakhgate” ?**

Il a une responsabilité politique. Il est donc prioritaire de pouvoir l'entendre au sein de la commission d'enquête. Il dit qu'il s'y expliquera – et cela pourrait être un échange dur entre nous – mais les collègues du MR, quand il s'agit de fixer l'agenda de la commission parlementaire, mettent le pied sur le frein et disent qu'il ne viendra qu'à la fin des travaux.

**Une “responsabilité politique”, ça veut dire quoi ?**

Il y a une série de certitudes. On sait que le président du Kazakhstan a demandé au président français, Nicolas Sarkozy, s'il pouvait faire quelque chose pour débarrasser le “trio kazakh” (Chodiev, Ibragimov et Machkevitch, Ndlr) de ses ennuis judiciaires en Belgique. On sait que le président de la République a confié à son homme de confiance, Claude Guéant, la mise en place d'une équipe à cette fin. Et il se fait que pour résoudre les problèmes judiciaires, il fallait modifier une loi (sur l'élargissement de la transaction pénale, Ndlr) et qu'elle a été modifiée... Il y a quand même un faisceau d'éléments particulièrement interpellants. Didier Reynders a-t-il été contacté par l'Elysée ? A-t-il poussé le vote de cette loi ? Il faut l'entendre.

***“Il y a un faisceau d'éléments particulièrement interpellants autour du ministre MR.”***

**Il y a un foisonnement de commissions d'enquête parlementaires mais, paradoxalement, on entend des demandes pour que les députés soient moins payés...**

Une certaine forme de modération est importante. Chez Ecolo, le principe c'est que l'on est payé correctement pour le boulot de député, mais que l'on ne s'enrichit pas démesurément. On reverse (au parti, Ndlr) entre 40 à 50% de notre indemnité parlementaire. A la fin, on garde un salaire correct qui permet de vivre décemment. Tout travail mérite salaire, mais tout salaire mérite travail... On doit exiger qu'il y ait un travail réel. Je m'adresse à mes collègues qui, eux, ne reversent pas une partie de leur indemnité à leur parti et qui, en plus, ont d'autres mandats.

**Justement, la règle chez Ecolo, c'est : une personne, un mandat. Or, il y a le cas Jean-Michel Javaux. Il est à la fois bourgmestre d'Amay et président de Meusinvest.**

Il n'est pas bourgmestre de Liège, Bruxelles ou Namur. Sa commune est de taille modeste et, en effet, il a en plus un mandat non exécutif à Meusinvest qui n'est pas rémunéré en centaines de milliers d'euros. Je ne vois pas où est le problème. Les journalistes cherchent systématiquement une contradiction chez les écologistes, entre ce qu'ils annoncent et ce qu'ils font. Cela fait 40 ans que l'on est là et cela fait 40 ans que l'on cherche... Si j'étais bourgmestre d'Assesse, ma commune, où il y a dix-sept conseillers, je ferais quelque chose en plus à côté en raison de la charge de travail qui le permettrait. Dans le cas de “Jean-Mi”, ses fonctions de bourgmestre lui laissent de la place pour la présidence de Meusinvest. Ce n'est pas Stéphane Moreau, hein. Nul n'est parfait ou infaillible, mais chez Ecolo, on se donne des règles pour éviter les enrichissements personnels ou les conflits d'intérêts.